

FEMINIST →

ACTION NEXUS

for Economic and Climate Justice

DOSSIER DE PLAIDOYER

L'impact de la politique macroéconomique sur les disparités de genre dans les marchés du travail des pays de l'hémisphère sud

PAR DIKSHA ARORA

SOMMAIRE

- 1 Introduction**
- 2 La répartition genrée du travail de soins**
- 3 Structure et politique macroéconomiques**
 - 3 Libéralisation du commerce, mobilité des capitaux et progrès technologique
 - 7 Politique monétaire : réduction de l'inflation et taux d'intérêt
 - 8 Politique fiscale : les dépenses sociales de l'État
 - 9 Quelles politiques pour une transition respectueuse de l'égalité des genres ?
- 10 Recommandations**
 - 10 Une politique commerciale internationale équitable pour les femmes
 - 10 L'abandon de l'austérité fiscale et la mise en œuvre de politiques d'investissement et d'infrastructure sociale
 - 11 Des politiques sectorielles

INTRODUCTION

Depuis les années 1990, les évolutions dans l'éducation des femmes et leur participation au marché du travail dans le Sud global ont montré une diminution des obstacles à leur emploi, appelés contraintes du côté de l'offre.¹ Cependant, malgré ces progrès, les disparités entre les sexes en matière d'emploi persistent, caractérisées par des taux d'emploi et de rémunération des femmes considérablement inférieurs à ceux des hommes, ainsi que par une ségrégation professionnelle accrue entre les sexes. Avec l'adoption généralisée des politiques de mondialisation par ces pays, les femmes se retrouvent majoritairement dans des emplois mal rémunérés dans des secteurs soumis à des pressions concurrentielles et dans des entreprises prêtes à délocaliser pour de la main-d'œuvre à bas coût.² Cette situation résulte en partie des dynamiques du marché du travail du côté de la demande³, qui influencent l'accès à des emplois de qualité.

À mesure que les pays évoluent de l'agriculture vers l'industrie, plus d'emplois de qualité apparaissent. La mondialisation peut amplifier cet effet en accélérant le rythme des transformations structurelles et en augmentant l'exposition aux chocs mondiaux et au développement. L'accroissement des inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux, ainsi que les crises économiques et naturelles mondiales, ont freiné la demande globale, limitant l'expansion des emplois de qualité par rapport à l'offre de main-d'œuvre. Associées aux politiques favorisant le capital et ses détenteurs, ces évolutions ont contribué à une diminution du pouvoir de négociation des travailleurs et des travailleuses et à une intensification de la concurrence pour l'emploi. Dans ce contexte, il est impératif de prendre en compte le rôle des préjugés et des stéréotypes de genre dans la perpétuation de l'accès privilégié des hommes à l'emploi, surtout à des postes de qualité. Les structures et les politiques macroéconomiques interagissent avec la nature genrée de diverses institutions, dont le marché du travail, pour créer des impacts différents sur les hommes et les femmes.

Ce dossier met en évidence les obstacles structurels à l'emploi des femmes, en abordant d'abord la répartition genrée du travail de soin en tant que contrainte tant sur le plan de l'offre que de la demande. Il met également en avant les contraintes structurelles et politiques macroéconomiques qui influencent la demande de main-d'œuvre et le pouvoir de négociation des travailleurs et des travailleuses, ainsi que la manière dont elles interagissent avec la ségrégation et les stéréotypes de genre, menant à des résultats moins favorables pour les femmes sur le marché du travail. Le dossier analyse les effets des politiques macroéconomiques, notamment la libéralisation des échanges, la politique monétaire avec les taux d'intérêt et la politique de faible inflation, ainsi que la politique fiscale, en particulier l'impact des politiques d'austérité. Il décrit également les conséquences potentielles sur le genre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques, qui sont de plus en plus intégrées dans les plans de développement nationaux. Combinant des analyses à la fois micro et macroéconomiques, le dossier se conclut avec des recommandations politiques visant à créer un environnement macroéconomique plus équitable et sensible aux questions de genre.

Ce dossier s'inscrit dans le contexte de l'engagement des mouvements féministes composant le **Nexus action féministe pour la justice économique et climatique (« Nexus action »)** en faveur du développement de ressources et de matériels en faveur d'une éducation populaire et d'un plaidoyer juridique destinés à promouvoir un

- 1 Les contraintes du côté de l'offre sur le marché du travail font référence à celles qui pèsent sur l'offre de main-d'œuvre ou sur la disponibilité de celle-ci. Par exemple, l'amélioration des résultats scolaires augmente l'offre de main-d'œuvre qualifiée, la réduction de la charge de la garde d'enfants augmente le temps disponible des parents pour un travail rémunéré, etc.
- 2 Borrowman, M. et Klasen, S. 2020. "Drivers of gender sectoral and occupational segregation in developing countries" (« Facteurs de la ségrégation sectorielle et professionnelle entre les sexes dans les pays en développement »). *Feminist Economics*, 26(2) ; Arora, D., et al. 2023. "A macro analysis of gender segregation and job quality in Latin America" (« Une macro-analyse de la ségrégation sexuelle et de la qualité de l'emploi en Amérique latine »). *World Development*, 164.
- 3 Les contraintes du côté de la demande sur le marché du travail font référence aux contraintes liées à la demande de main-d'œuvre, qui dépend du niveau d'activité économique et des pratiques d'embauche des employeurs.

programme féministe global. Ce programme féministe n'a rien de nouveau ou de différent, c'est une initiative bien articulée qui s'appuie sur le travail réalisé par les mouvements féministes depuis des générations. Notre **Plan d'action 2021 pour une justice économique féministe**, élément central du Nexus action, reconnaît que notre travail renforce et réaffirme mutuellement les programmes féministes élaborés pendant plus de cinq décennies et relie les mouvements, y compris, mais sans s'y limiter, la justice commerciale, la justice en matière de dette et un **Pacte vert mondial féministe et décolonial**. D'autres ressources ainsi qu'un résumé des sept principales exigences découlant de notre travail sont disponibles sur la [page web de la Nexus action](#).

LA RÉPARTITION GENRÉE DU TRAVAIL DE SOINS

Les études sur l'utilisation du temps dans l'ensemble des pays du Sud montrent que les femmes assument une part disproportionnée des tâches de soins et qu'elles consacrent moins de temps que les hommes à des activités rémunérées.⁴ La répartition genrée du travail est au cœur de cette inégalité. Les normes patriarcales qui définissent les rôles de genre, avec l'homme comme *principal soutien financier* et la femme comme *soignante*, sont à la base de cette inégalité, qui persiste malgré l'insertion économique des femmes. Au lieu de cela, celles-ci doivent souvent assumer des rôles « doubles » ou « triples », qui accentuent leur manque de disponibilité. Le faible niveau des ressources financières, couplé à un soutien étatique insuffisant en matière d'infrastructures sociales, aggrave la situation. Pour composer avec les différentes exigences de leur emploi du temps, certaines femmes se retirent du marché du travail, réduisent leur temps de travail ou optent pour des emplois qui permettent de combiner activité non rémunérée et rémunérée, telle que les professions libérales ou le travail à domicile dans des activités informelles.⁵

Ainsi, le fardeau du travail de soin est un facteur déterminant influençant les opportunités et l'embauche des hommes et des femmes sur le marché du travail. En Chine, par exemple, le temps consacré par les femmes au travail non rémunéré est bien supérieur à celui des hommes, ce qui se traduit par des revenus inférieurs pour elles.⁶ Les données du marché du travail chilien indiquent que la naissance d'un premier enfant augmente la probabilité pour les mères actives d'occuper un emploi dans le secteur informel, un effet qui persiste dans le temps, surtout parmi les femmes moins éduquées et non qualifiées.⁷

Dans l'analyse de l'accès des femmes à l'emploi et de l'écart salarial entre les hommes et les femmes, le travail de soin est généralement perçu comme un facteur limitant du côté de l'offre, restreignant la participation des femmes au travail rémunéré. Cependant, la charge inégale des soins n'affecte pas seulement la décision des femmes de travailler, mais aussi la perception des employeurs sur leur engagement professionnel et leur productivité. Ceux-ci peuvent considérer que les femmes ayant des enfants sont moins productives et qu'elles ont besoin de plus de flexibilité, ce qui constitue une contrainte du côté de la demande. En effet, la demande de travail féminin est conditionnée par les stéréotypes et rôles de genre, ainsi que par la fourniture de soins par l'État.

4 Campaña, Juan and Giménez-Nadal, José Ignacio et Molina Chueca, Jose Alberto, Gender Differences in the Distribution of Total Work-Time of Latin-American Families: The Importance of Social Norms (« Différences entre les sexes dans la répartition du temps de travail total des familles latino-américaines : l'importance des normes sociales »). IZA Discussion Paper No. 8933 ; Arora, D. 2015. Gender differences in unpaid work in Northern Mozambique (« Différences entre les sexes dans le travail non rémunéré dans le nord du Mozambique »). *Review of Social Economics*.

5 Ingrid Palmer a parlé d'un impôt sur la reproduction découlant de la charge inégale du travail non rémunéré des femmes.

6 Qi, L. et Dong, X. 2016. "Unpaid care work's interference with paid work and gender earnings gap in China" (« L'interférence du travail de soins non rémunéré avec le travail rémunéré et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes en Chine »). *Feminist Economics*. 22(2).

7 Berniell, I., et al. 2023. "Gender gaps in labor informality: The motherhood effect" (« Les écarts entre les sexes dans l'informalité du travail : l'effet de la maternité »). *Journal of Development Economics*. 150.

Les spécialistes du féminisme affirment depuis longtemps que le travail de soins contribue à l'économie. Par conséquent, il ne s'agit pas seulement d'une question domestique relevant dans la sphère privée, car il a des implications pour la macroéconomie. Le travail de soins aide à élever la prochaine génération de travailleurs et travailleuses, faisant du temps et des ressources investis dans les soins un coût pour la future main-d'œuvre. Les personnes qui prodiguent des soins dans les ménages et dans les familles ne sont pas rémunérées pour leur travail. Ainsi, **le travail de soin non rémunéré subventionne indirectement la fourniture de biens et services par le secteur public**. Dans cette perspective, les décisions politiques qui limitent les dépenses publiques en matière de politiques et de programmes sociaux auront un impact négatif sur l'emploi des femmes. Ce sujet est abordé plus en détail dans la section consacrée à la politique fiscale.

STRUCTURE ET POLITIQUE MACROÉCONOMIQUES

LIBÉRALISATION DU COMMERCE, MOBILITÉ DES CAPITAUX ET PROGRÈS TECHNOLOGIQUE

Selon les défenseurs des marchés libres, la libéralisation du commerce et des activités financières, qui diminue les obstacles au commerce et à la mobilité des capitaux entre les pays, est considérée comme un moyen sûr de favoriser le développement économique et de réduire la pauvreté. Cette approche permet aux pays de se spécialiser dans des secteurs où ils possèdent un avantage comparatif. Par exemple, dans les pays à faible revenu, l'abondance de main-d'œuvre non qualifiée dans le secteur agricole surpeuplé et peu productif offre un avantage comparatif dans la production manufacturière exigeant beaucoup de main-d'œuvre. Le coût de cette dernière constitue une part importante des coûts de production dans ce type de fabrication. L'excédent de main-d'œuvre non qualifiée avec peu ou pas de pouvoir de négociation permet donc aux entreprises d'accroître leur compétitivité à l'échelle mondiale en versant des salaires bas qui, dans la plupart des cas, offrent de meilleurs moyens de subsistance que l'emploi informel dans l'agriculture ou les services.

Prenant encore plus avantage de cette situation, certaines entreprises peuvent encore réduire leurs coûts de main-d'œuvre en embauchant des femmes, souvent moins rémunérées que les hommes, et perçues comme plus productives en raison de leurs « doigts agiles » et de leur docilité.⁸ Ainsi, l'écart salarial entre les hommes et les femmes crée un avantage comparatif pour les entreprises dans le commerce international.⁹ La discrimination fondée sur le sexe est donc un outil potentiel pour accroître la compétitivité mondiale, qui repose sur le pouvoir de négociation plus faible des femmes par rapport aux hommes.¹⁰

8 Elbeshbishi (2009) examine les preuves de la préférence des entreprises orientées vers l'exportation pour les travailleuses au Mexique qui sont disposées à accepter des salaires inférieurs et à travailler dans de mauvaises conditions. Kaber (2004) examine la préférence des entreprises exportatrices pour les travailleuses au Bangladesh en raison de leur docilité qui implique un pouvoir de négociation inférieur à celui des travailleurs masculins. Elbeshbishi, A. 2009. *A bird cannot fly with just one wing: Towards a gender balanced trading system* (« Un oiseau ne peut pas voler avec une seule aile : vers un système commercial équilibré du point de vue du genre »). CAPC 74. Centre africain pour les politiques commerciales, Commission économique pour l'Afrique.

9 Seguino, S. 1997. Gender wage inequality and export-led growth in South Korea (« Inégalité salariale entre les sexes et croissance induite par les exportations en Corée du Sud »). *Journal of Development Studies*. 34(2); Busse M. et Spielman, C. 2005. Gender Inequality and Trade (« Inégalités de genre et commerce »). Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv. HWWA Discussion Paper 308, Hamburg Institute of International Economics.

10 Darity, W. & Williams, R. 1985. "Peddlers Forever? Culture, Competition, and Discrimination" (« Colporteurs pour toujours ? Culture, concurrence et discrimination »), *American Economic Review* 75(2) : 256-261.

Dans les pays semi-industrialisés, la **libéralisation du commerce est associée à une augmentation de l'emploi des femmes, notamment dans le secteur manufacturier**, un phénomène connu sous le nom de féminisation de l'emploi manufacturier.¹¹ Il y a plusieurs raisons à cela. Les réductions tarifaires sur les importations de biens d'équipement et de technologie, en diminuant les exigences physiques de la production grâce à cette dernière et en augmentant l'efficacité dans les secteurs dominés par les femmes, comme le textile et la transformation alimentaire, ont contribué à cette augmentation.¹² Par exemple, en Indonésie, la baisse des droits de douane sur les intrants commercialisables (les rendant moins chers) a été associée à une augmentation de l'emploi et des heures de travail des femmes, et donc à une amélioration de la compétitivité des entreprises nationales dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre féminine.¹³ Au Mexique, la baisse des droits de douane à l'exportation a entraîné une augmentation de l'emploi des femmes dans les emplois industriels (col bleu), car ces réductions tarifaires ont introduit des processus de production informatisés et diminué le besoin de compétences physiques.¹⁴

Dans ces exemples, on observe un motif récurrent : le modèle des rôles et stéréotypes de genre, une thématique souvent ignorée dans les recherches qui mettent en avant les bienfaits de la libéralisation commerciale sur l'emploi féminin. Lorsque les femmes accèdent à des postes dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, tels que l'industrie manufacturière, elles sont cantonnées au bas de la chaîne de production, dans des tâches considérées comme plus appropriées pour les femmes, telles que la couture, le tri répétitif, etc., et dans des industries peu productives et de faible valeur, telles que le textile, la transformation des aliments, etc. En conséquence, la ségrégation de genre sur le marché du travail est renforcée et perpétuée.

Dans d'autres secteurs, **il est prouvé que la libéralisation du commerce nuit à l'emploi des femmes**. Dans les économies fortement dépendantes de l'agriculture, par exemple, les réductions tarifaires sur les importations à forte intensité de main-d'œuvre, telles que les cultures vivrières, ont entraîné des pertes d'emploi plus importantes pour les femmes que pour les hommes.¹⁵ En Afrique subsaharienne, la réduction des barrières à l'exportation dans les secteurs de l'exploitation minière et des cultures marchandes a eu tendance à profiter aux hommes.¹⁶ Le type de réforme de la libéralisation du commerce, le modèle de commerce et le degré de ségrégation de genre déterminent si les femmes sont gagnantes ou perdantes.

L'amélioration de l'accès à l'emploi n'est bénéfique que si elle se traduit par des salaires équitables et des conditions de travail décentes pour les femmes. Les données sur cet aspect de la libéralisation du commerce sont également mitigées. Dans le cas d'économies fortement dépendantes de l'agriculture, comme en Afrique subsaharienne, la croissance des exportations de cultures marchandes induite par le commerce a eu des effets bénéfiques limités sur les revenus des femmes. Cela est dû d'une part à la division genrée du travail dans l'agriculture, où les femmes sont responsables des cultures vivrières tandis que les hommes se spécialisent

11 Berik, G., Rodgers, Y. et Seguino, S. 2009. "Feminist economics of inequality, development and growth" (« L'économie féministe de l'inégalité, du développement et de la croissance »). *Feminist Economics*, 15(3) ; Standing 1999, pour la Colombie ; Ederington 2009 ; pour le Brésil : Gaddis, I., & Pieters, J. 2017. "The gendered labor market impacts of trade liberalization evidence from Brazil" (« L'impact de la libéralisation du commerce sur le marché du travail en fonction du sexe : l'expérience du Brésil »). *Journal of Human Resources*, 52(2), 457-490. ; pour l'Indonésie : Kis-Katos, K., Pieters, J., & Sparrow, R. 2018. "Globalization and social change: Gender-specific effects of trade liberalization in Indonesia" (« Mondialisation et changement social : effets sexospécifiques de la libéralisation du commerce en Indonésie »). *IMF Economic Review*, 66(4), 763-793.

12 Arora, D., et al. 2023. "A macro analysis of gender segregation and job quality in Latin America" (« Une macro-analyse de la ségrégation sexuelle et de la qualité de l'emploi en Amérique latine »). *World Development*, 164.

13 Kis-Katos, K., Pieters, J., & Sparrow, R. 2018. "Globalization and social change: Gender-specific effects of trade liberalization in Indonesia" (« Mondialisation et changement social : effets sexospécifiques de la libéralisation du commerce en Indonésie »). *IMF Economic Review*, 66(4), 763-793.

14 Juhn, C., Ujhelyi, G., & Villegas-Sanchez, C. 2014. "Men, women, and machines: How trade impacts gender inequality" (« Hommes, femmes et machines : l'impact du commerce sur l'inégalité entre les sexes »). *Journal of Development Economics*, 106, 179-193.

15 Dans les économies essentiellement agricoles, le travail des femmes constitue la base de la production alimentaire, qui tend à être concurrencée par les importations et réalisée à petite échelle. Les importations bon marché de produits de base peuvent déplacer les moyens de subsistance des femmes.

16 Wamboye, E. et Seguino, S. 2015. "Gender effects of trade openness in sub-Saharan Africa" (« Effets de genre de l'ouverture commerciale en Afrique subsaharienne »). *Feminist Economics*, 21(3).

dans la production de cultures marchandes telles que le café, la vanille, etc., plus adaptées pour tirer parti des opportunités d'exportation¹⁷ ; et d'autre part à la division genrée des ressources, les hommes contrôlant la majorité des revenus agricoles.¹⁸ Dans le cas de l'industrie manufacturière orientée vers l'exportation, les études de cas par pays montrent des effets positifs pour certains pays pendant certaines périodes et des effets négatifs pour d'autres.

Par exemple, dans les zones franches d'exportation de Madagascar, du Honduras et du Bangladesh, la libéralisation du commerce a été associée à des salaires plus élevés pour les femmes.¹⁹ Il en va de même en Amérique centrale, et beaucoup de travailleuses préfèrent les emplois dans les maquiladoras plutôt que le travail domestique.²⁰ Ces données suggèrent que la libéralisation du commerce a eu un impact positif sur l'emploi féminin, surtout là où les femmes non qualifiées n'avaient pas d'autre source de revenu indépendant ou étaient confinées au secteur informel dans l'agriculture ou les services. Toutefois, il est important de noter que, bien que certaines femmes aient pu gagner en autonomie grâce à l'accès à des emplois et à des salaires plus élevés dans des usines, leur attractivité en tant que main-d'œuvre est liée à leur faible pouvoir de négociation, résultat des normes de genre qui les relèguent au statut de soutiens de famille secondaires (n'ayant pas besoin de salaires pour subvenir aux besoins de la famille) et de l'accumulation capitaliste qui favorise la recherche de main-d'œuvre à bas coût en exploitant les relations de pouvoir et les hiérarchies entre les hommes et les femmes.

Dans le contexte actuel de flux de capitaux mondiaux non réglementés, cette exploitation est facilitée. Lorsque les coûts de la main-d'œuvre augmentent alors que les travailleurs cherchent à améliorer leurs conditions, les entreprises déploient diverses stratégies pour éviter cette hausse des coûts : automatisation, adoption de nouvelles technologies, répression des revendications des travailleurs et travailleuses, délocalisation vers des pays aux coûts de main-d'œuvre plus bas, ou mise en place de réseaux de sous-traitance. Les détenteurs de capitaux ont généralement plus de pouvoir que la main-d'œuvre en raison de l'absence de réglementation sur la mobilité du capital des capitaux. Si l'on ajoute à cela l'inégalité du pouvoir entre les sexes, les travailleuses, en particulier celles à faible revenu et « non qualifiées », sont moins bien armées pour négocier avec des employeurs qui menacent de délocaliser si le coût de la main-d'œuvre augmente. **À mesure que les pays s'industrialisent et modernisent leurs technologies de production, la pression continue exercée pour gagner des parts du marché mondial en abaissant les coûts de la main-d'œuvre a un impact négatif sur l'emploi et les salaires des femmes dans les secteurs exposés à la diminution des barrières au commerce et à la mobilité financière.**²¹

-
- ¹⁷ Bussolo, M., De Hoyos, R. et Wodon, Q. 2009. "Higher prices of export crops, intrahousehold inequality and human capital accumulation in Senegal" (« Augmentation des prix des cultures d'exportation, inégalités au sein des ménages et accumulation de capital humain au Sénégal »), in éd. Bussolo, M. et De Hoyos, R. *Gender aspects of trade and poverty nexus: A macro-micro approach* (« Aspects sexospécifiques du lien entre commerce et pauvreté : une approche macro-micro »). La Banque mondiale ; Golan, J. et Lay, J. 2009. "More coffee and more cigarettes? Coffee market liberalization, gender and bargaining in Uganda" (« Plus de café et plus de cigarettes ? La libéralisation du marché du café, le genre et la négociation en Ouganda »), in éd. Bussolo, M. et De Hoyos, R. *Gender aspects of trade and poverty nexus: A macro-micro approach* (« Aspects sexospécifiques du lien entre commerce et pauvreté : une approche macro-micro »). La Banque mondiale ; Fontana 2007
- ¹⁸ Voir Katz (1995) et Deere (2005) pour les données du Guatemala ; Dolan et Sorby (2003) pour les données de l'Ouganda et du Kenya. Deere, C. 2005. *La féminisation de l'agriculture, la restructuration économique en Amérique latine*. Document occasionnel 1. Genève : Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social ; Dolan, S. et Sorby, K. 2003. *Gender and Employment in High- Value Agriculture Industries* (« Genre et emploi dans les industries agricoles à haute valeur ajoutée »). *Agriculture and Rural Development Working Paper 7* (« Document de travail sur l'agriculture et le développement rural 7 »). Washington D.C. : Banque mondiale ; Katz, E. 1995, "Gender and Trade within the Household: Observations from Rural Guatemala" (« Genre et commerce au sein du ménage : observations au Guatemala rural »). *World Development*, 23(2).
- ¹⁹ Glick et Roubaud (2006) pour Madagascar ; Kabeer (2004) pour le Bangladesh ;
- ²⁰ Robertson R et Trigueros-Argüello A (2009). *The effects of globalization on working conditions: El Salvador* (« Les effets de la mondialisation sur les conditions de travail : le Salvador »), 1995–2005. In : Robertson R, Brown D, Pierre G et Sanchez-Puerta ML, éd. *Globalization, Wages, and the Quality of Jobs, Five Country Studies* (« Mondialisation, salaires et qualité des emplois, cinq études nationales »). Banque mondiale. Washington, DC. ; Marcouiller D et Robertson R (2009). *Globalization and working conditions: Evidence from Honduras* (« Mondialisation et conditions de travail : l'expérience du Honduras. »). In : Robertson R, Brown D, Pierre G et Sanchez-Puerta ML, éd. *Globalization, Wages, and the Quality of Jobs, Five Country Studies* (« Mondialisation, salaires et qualité des emplois, cinq études nationales »). Banque mondiale. Washington, DC :
- ²¹ Seguino, S. and Grown, C. 2006. "Gender Equity and Globalization: Macroeconomic Policy for Developing Countries" (« Équité entre les sexes et mondialisation : politique macroéconomique pour les pays en développement »), *Journal of International Development* 18(8) : 1081-1104 ; Kucera, D. et Sheba T. 2014. "Feminization, Defeminization, and Structural Change in Manufacturing" (« Féminisation, déféminisation et changement structurel dans l'industrie manufacturière »), *World Development* 64 : 569-582 ; Tejani, S., & Milberg, W. 2016. "Global Defeminization? Industrial Upgrading, Occupational Segmentation and Manufacturing Employment in Middle-Income Countries" (« Déféminisation mondiale ? Modernisation industrielle, segmentation professionnelle et emploi dans le secteur manufacturier dans les pays à revenu intermédiaire »). *Feminist Economics*, 22(2), 24–54.

Au Mexique, par exemple, on a assisté à une déféminisation de la main-d'œuvre des maquiladoras. Alors que la production gagnait en sophistication sur le plan technologique, les entreprises ont commencé à embaucher principalement des hommes dans de nombreuses maquiladoras. Les femmes, qui représentaient environ 80 % de la main-d'œuvre des maquiladoras mexicaines dans les années 1980, ne constituaient plus que 58,8 % de cette main-d'œuvre en 2006.²² Plusieurs études ont montré qu'aux stades ultérieurs de l'industrialisation, l'écart salarial entre les hommes et les femmes a persisté ou s'est creusé en raison de la libéralisation du commerce. En Corée du Sud notamment, l'intensification de la concurrence à l'exportation a été associée à une augmentation de l'écart salarial entre les hommes et les femmes.²³ Des résultats similaires ont été observés pour le secteur manufacturier en Inde.²⁴ À Taïwan, l'écart salarial entre les hommes et les femmes s'est creusé avec l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE), signe d'une plus grande mobilité des capitaux.²⁵

Les données relatives aux conditions de travail des femmes dans ces emplois brossent un tableau encore plus alarmant. Plusieurs études universitaires et un grand nombre de données non universitaires, principalement journalistiques, montrent que les emplois dans les entreprises tournées vers l'exportation dans les pays en développement sont caractérisés par de longues heures de travail, un manque de flexibilité pour combiner la garde des enfants et le travail rémunéré, des modalités d'emploi précaires, des conditions de travail insalubres, le harcèlement sexuel et la discrimination de genre, comme l'utilisation de tests de grossesse lors de l'embauche.²⁶ Dans les maquiladoras du Mexique, il n'est pas rare que les femmes travaillent plus de 12 heures par jour et assurent des heures supplémentaires les week-ends.²⁷

Globalement, ces résultats concordent avec la théorie selon laquelle les entreprises en concurrence sur le marché mondial tirent profit de la discrimination fondée sur le genre.²⁸ La libéralisation du commerce encourage un « nivellement par le bas » pour les coûts de main-d'œuvre, ou la recherche d'une main-d'œuvre bon marché et flexible. Les entreprises qui cherchent à réduire les coûts privilégient le recrutement des femmes parce qu'elles n'ont pas de pouvoir de négociation. Toutefois, lorsqu'elles peuvent réduire leurs coûts en adoptant des technologies à forte intensité de capital, elles préfèrent embaucher des hommes.²⁹ Ce phénomène est paradoxal, étant donné que le niveau d'éducation des femmes a augmenté par rapport à celui des hommes. Cette situation pourrait être due à des normes de genre désignant le travail technique et hautement productif comme « masculin ». Autre explication, les

-
- 22 Domínguez, E. et al. 2010. "Women Workers in the Maquiladoras and the Debate on Global Labor Standards" (« Les travailleuses des maquiladoras et le débat sur les normes mondiales relatives au travail »). *Feminist Economics*, 16 : 4, 185-209.
 - 23 Berik, G., van der Meulen Rodgers, Y., & Zveglic, J. E. (2004). "International trade and gender wage discrimination. Evidence from East Asia" (« Commerce international et discrimination salariale fondée sur le sexe : l'expérience de l'Asie de l'Est »). *Review of Development Economics*, 8(2), 237-254.
 - 24 Menon, N. & Rodgers, Y. 2009. "International Trade and the Gender Wage Gap: New Evidence from India's Manufacturing Sector" (« Commerce international et écart salarial entre les hommes et les femmes : nouvelles données sur le secteur manufacturier indien »). *World Development*, 37 (5), 965-981.
 - 25 Seguino, S. 2000. "The Effects of Structural Change and Economic Liberalization on Gender Wage Differentials in South Korea and Taiwan" (« Les effets des changements structurels et de la libéralisation économique sur les différences salariales entre hommes et femmes en Corée du Sud et à Taïwan »). *Cambridge Journal of Economics*. 24(4).
 - 26 Kabeer 2004. "Globalization, Labor Standards, and Women's Rights: Dilemmas of Collective (In)action in an Interdependent World" (« Mondialisation, normes de travail et droits des femmes : dilemmes de l'(in)action collective dans un monde interdépendant »), *Feminist Economics* 10 (1) : 3-35 ; Human Rights Watch. 1996. No Guarantees: Sex discrimination in Mexico's maquiladora sector (« Pas de garanties : la discrimination de genre dans le secteur des maquiladoras au Mexique »). <https://www.hrw.org/legacy/summaries/s.mexico968.html#:~:text=These%20women%20workers%20routinely%20suffer,some%20instances%20she%20may%20be>
 - 27 Domínguez, E. et al. 2010. "Women Workers in the Maquiladoras and the Debate on Global Labor Standards" (« Les travailleuses des maquiladoras et le débat sur les normes mondiales relatives au travail »), *Feminist Economics*, 16 : 4, 185-209.
 - 28 Seguino, S. 1997. Gender wage inequality and export-led growth in South Korea (« Inégalité salariale entre les sexes et croissance induite par les exportations en Corée du Sud »). *Journal of Development Studies*. 34(2) ; Seguino, S. 2000. "The Effects of Structural Change and Economic Liberalization on Gender Wage Differentials in South Korea and Taiwan" (« Les effets des changements structurels et de la libéralisation économique sur les différences salariales entre hommes et femmes en Corée du Sud et à Taïwan »), *Cambridge Journal of Economics*. 24(4) ; Darity, W. & Williams, R. 1985. "Peddlers Forever? Culture, Competition, and Discrimination" (« Colporteurs pour toujours ? Culture, concurrence et discrimination »), *American Economic Review* 75(2) : 256-261.
 - 29 Seguino et Braunstein. 2019 ; Tejani, S., & Milberg, W. 2016. "Global Defeminization? Industrial Upgrading, Occupational Segmentation and Manufacturing Employment in Middle-Income Countries" (« Déféminisation mondiale ? Modernisation industrielle, segmentation professionnelle et emploi dans le secteur manufacturier dans les pays à revenu intermédiaire »). *Feminist Economics*, 22(2), 24-54.

entreprises préfèrent investir dans la formation des hommes, en accord avec l'idée qu'ils méritent un emploi plus stable et sont moins enclins à quitter un travail rémunéré pour assumer des responsabilités domestiques.³⁰

POLITIQUE MONÉTAIRE : RÉDUCTION DE L'INFLATION ET TAUX D'INTÉRÊT

La politique monétaire néolibérale mise en œuvre dans les pays du Sud vise principalement à maintenir de faibles niveaux d'inflation, en s'appuyant sur des outils gérés par les banques centrales, tels que les taux d'intérêt, les taux de change et la masse monétaire. Ces politiques ont tendance à privilégier la croissance économique au détriment des préoccupations liées à l'égalité des sexes.³¹ Par exemple, les pays ayant adopté la libéralisation financière se sentent souvent obligés de maintenir des taux d'inflation bas afin d'attirer les flux de capitaux et les investissements directs étrangers (IDE). Une forte inflation peut nuire au taux de rendement réel pour les individus fortunés, ce qui incite à l'adoption de politiques monétaires restrictives, marquées par des taux d'intérêt à court terme élevés, qui peuvent affecter négativement la création d'emplois.³²

Les conséquences d'une politique monétaire axée sur l'inflation ou la restriction sont différenciées selon le sexe, en raison de la répartition différente des hommes et des femmes dans les différents secteurs du marché du travail. Les conséquences, positives ou négatives, dépendent des secteurs particulièrement affectés par les changements de ces instruments de politique monétaire. La recherche d'une faible inflation par la hausse des taux d'intérêt peut, par exemple, entraver l'investissement privé, l'activité économique et finalement les opportunités d'emploi.³³ Les secteurs très sensibles aux variations des taux d'intérêt sont plus susceptibles de diminuer leur demande de main-d'œuvre. Si les femmes sont majoritairement employées dans ces secteurs, elles peuvent être davantage affectées que les hommes.

Les données sur les effets spécifiques de genre des politiques monétaires restrictives restent limitées. Une étude pivot sur ce sujet a analysé 51 cas de mesures de réduction de l'inflation entre 1971 et 2002, dans 17 pays du Sud. **Il en ressort que dans 67 % de ces cas, le ralentissement économique dû à l'augmentation des taux d'intérêt a touché de manière disproportionnée l'emploi des femmes.** Les pays qui ont réagi aux pressions inflationnistes en augmentant considérablement les taux d'intérêt réels ont connu un ralentissement plus marqué de la croissance de l'emploi par rapport à ceux qui ont maintenu des taux d'intérêt proches ou inférieurs à la tendance à long terme. Cette divergence dans la réaction de la politique monétaire correspondait à un déclin nettement plus prononcé de l'emploi des femmes par rapport à leurs homologues masculins.³⁴ Ces résultats empiriques concordent avec l'analyse des macroéconomistes féministes, qui affirment que la politique monétaire, tant dans les pays du Nord que du Sud, est marquée par un biais déflationniste, favorisant une faible inflation et n'étant pas neutre en termes de genre dans ses effets.³⁵

-
- ³⁰ Arora, D., et al. 2023. "A macro analysis of gender segregation and job quality in Latin America" (« Une macro-analyse de la ségrégation sexuelle et de la qualité de l'emploi en Amérique latine »). *World Development*, 164 ; Tejani, S., & Milberg, W. 2016. "Global Defeminization? Industrial Upgrading, Occupational Segmentation and Manufacturing Employment in Middle-Income Countries" (« Défématisation mondiale ? Modernisation industrielle, segmentation professionnelle et emploi dans le secteur manufacturier dans les pays à revenu intermédiaire »). *Feminist Economics*, 22(2), 24-54.
- ³¹ Elson, D. and Catagay, N. (2000) "The Social Content of Macroeconomic Policies" (« Le contenu social des politiques macroéconomiques »), *World Development*, 28(7), p. 1347-1364.
- ³² Seguino, S. (2020). "Engendering Macroeconomic Theory and Policy" (« La dimension de genre dans la théorie et la politique macroéconomiques »). *Feminist Economics*, 26(2), 27-61.
- ³³ Braunstein et Heintz (2006) ont étudié 51 épisodes de réduction de l'inflation. Environ 71 % d'entre eux sont allés de pair avec une régression de l'emploi total et 29 % avec une expansion de l'emploi.
- ³⁴ Braunstein, E. 2012. "Neoliberal Development Macroeconomics: A Consideration of its Gendered Employment Effects" (« Macroéconomie néolibérale du développement : une étude de ses effets sur l'emploi des femmes. »). Document de recherche de l'UNRISD, Institut de recherche des Nations unies pour le développement social ; Braunstein, E. et Heintz, J. 2006. "Gender bias and central bank policy: employment and inflation reduction" (« Préjugés sexistes et politique de la banque centrale : réduction de l'emploi et de l'inflation »). *International Review of Applied Economics* 22(2) : 173-186.
- ³⁵ Elson, D. and Catagay, N. 2000. "The Social Content of Macroeconomic Policies" (« Le contenu social des politiques macroéconomiques »), *World Development*, 28(7), p. 1347-1364 ; Ruiters, M. 2008. "Gender and inflation targeting in South Africa" (« Le genre et la politique de maîtrise de l'inflation en Afrique du Sud »). Programme : Empowering women for gender equity, 78. p. 4-12.

POLITIQUE FISCALE : LES DÉPENSES SOCIALES DE L'ÉTAT

La politique budgétaire concerne l'administration des recettes publiques générées par la fiscalité et les emprunts, ainsi que les dépenses publiques. Elle joue un rôle essentiel dans la régulation de l'inflation et la gestion des déficits de la balance des échanges courants. **Les observations empiriques de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel (PAS) dans les pays du Sud et des mesures d'austérité budgétaire pendant les crises financières de 2008-09 et la reprise post-pandémique mettent en évidence le fait que la politique budgétaire n'est pas intrinsèquement neutre du point de vue du genre.** Sous l'égide des PAS, la Banque mondiale et le FMI ont encouragé une réduction délibérée des dépenses gouvernementales, en particulier dans le secteur des services sociaux, avec pour objectif principal de réduire les déficits budgétaires. Parallèlement, les efforts visant à promouvoir une présence plus efficace du secteur privé se sont traduits par une diminution de l'emploi dans le secteur public et par la privatisation de services essentiels.³⁶

Contrairement à l'idée que la politique fiscale est neutre en matière de genre, les données issues d'études transnationales montrent un lien fort entre les dépenses gouvernementales et l'emploi des femmes.³⁷ Par exemple, dans un panel de 15 pays d'Amérique latine, il existe une corrélation positive et significative entre les dépenses sociales du gouvernement et l'accès des femmes à un emploi de qualité.³⁸ Les dépenses publiques peuvent avoir un impact sur l'emploi des femmes par deux biais principaux : les dépenses en infrastructures physiques et les dépenses sociales dans des secteurs clés tels que l'éducation, les soins de santé et la garde d'enfants, affectant à la fois l'offre et la demande de main-d'œuvre.³⁹

Les investissements du côté de l'offre⁴⁰ dans les dépenses sociales, en particulier dans les soins de santé maternels et les programmes éducatifs, peuvent améliorer la santé et l'éducation des femmes. D'autres programmes de dépenses sociales, tels que ceux axés sur l'éducation de la petite enfance ou les services de soins de longue durée, jouent un rôle essentiel dans l'allègement des exigences liées aux responsabilités des aidantes en fournissant des soins directs aux personnes dépendantes. Au Chili, la prise en charge gratuite des enfants d'âge scolaire après l'école a augmenté de 3,4 % la probabilité que les mères travaillent au moins un mois par an,⁴¹ tandis qu'au Kenya, les femmes qui ont reçu des bons pour la garde d'enfants gratuite pour les enfants de 1 à 3 ans étaient en moyenne plus susceptibles (8,5 %) d'être employées. De plus, l'accès aux services de garderie a permis aux mères célibataires de passer d'emplois informels, plus compatibles avec la garde d'enfants simultanée, à des emplois à horaires fixes et mieux rémunérés.⁴² En outre, les investissements dans les infrastructures d'assainissement, d'énergie et de transport peuvent alléger le fardeau des responsabilités de soins non rémunérés. Par exemple, en Afrique du Sud, l'électrification des zones à faibles revenus a entraîné une augmentation de 9 à 9,5 % de l'emploi des femmes sur une période de cinq ans.⁴³

³⁶ Cagatay, N. 2003. "Gender budgets and Beyond: Feminist fiscal policy in the context of globalization" (« Les budgets en faveur de l'égalité des sexes et au-delà : la politique fiscale féministe dans le contexte de la mondialisation »). *Gender and Development*, 11(1). Elson et Seguino 2006

³⁷ Braunstein, E., & Seguino, S. (2018). The Impact of Economic Policy and Structural Change on Gender Employment Inequality in Latin America (« L'impact de la politique économique et des changements structurels sur l'inégalité entre les sexes en matière d'emploi en Amérique latine »), 1990–2010. *Review of Keynesian Economics*, 6(3), 307–332.

³⁸ Arora, D. et al. 2023.

³⁹ Arora, D. et al. 2023 ; Seguino, S. 2020.

⁴⁰ Le côté de l'offre du marché du travail concerne les facteurs qui affectent l'offre de main-d'œuvre.

⁴¹ Martínez, C., et Perticarà, M. 2017. "Childcare Effects on Maternal Employment: Evidence from Chile" (« Les effets de la garde d'enfants sur l'emploi des mères : l'expérience du Chili »). *Journal of Development Economics* 126 : 127–137.

⁴² Clark, S., Kabiru, C. Laszlo, S. et Muthuri, S. 2019. "The Impact of Childcare on Poor Urban Women's Economic Empowerment in Africa" (« L'impact de la garde d'enfants sur l'autonomisation économique des femmes urbaines pauvres en Afrique »). *Demography* 56, no. 4 : 1247–1272.

⁴³ Dinkelman, T. 2011. "The Effects of Rural Electrification on Employment: New Evidence from South Africa" (« Les effets de l'électrification rurale sur l'emploi : les nouvelles expériences de l'Afrique du Sud »). *American Economic Review* 101 (7) : 3078–108.

Du côté de la demande du marché du travail,⁴⁴ l'augmentation des dépenses sociales devrait se traduire par une expansion des opportunités d'emploi dans les secteurs des services sociaux, notamment dans ceux des soins de santé et de l'éducation. Historiquement, ces secteurs ont fortement contribué à l'emploi des femmes. En outre, les postes dans ces secteurs sont généralement formels et orientés vers les services qui offrent souvent une rémunération plus élevée que les autres dans la plupart des pays en développement.⁴⁵

QUELLES POLITIQUES POUR UNE TRANSITION RESPECTUEUSE DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ?

La lutte contre le changement climatique et son adaptation sont devenues un aspect essentiel des politiques nationales dans la plupart des pays. Au cours de la dernière décennie, plusieurs pays du Sud ont mis en place des plans et des stratégies climatiques nationaux, incluant des mesures pour réduire les émissions de GES, des programmes pour une agriculture résistante aux changements climatiques et des initiatives d'emplois verts telles que celles adoptées par le Mexique et l'Argentine. Toutefois, comme pour toute structure et politique macroéconomique, l'impact du changement climatique et les réponses à celui-ci ne sont pas neutres du point de vue du genre.

Selon les estimations de l'Organisation internationale du Travail (OIT), des mesures proactives pour limiter le réchauffement planétaire à 2°C grâce à des initiatives d'économie verte pourraient créer environ 24 millions de nouveaux emplois dans le monde d'ici 2030, un chiffre qui surpasse les pertes anticipées de 6 millions dans les secteurs des énergies non renouvelables. Plusieurs pays ont déjà entrepris des démarches respectueuses de l'environnement, comme la transition de la Chine vers l'industrie automobile électrique et les politiques sectorielles du Brésil visant à stimuler l'utilisation de l'énergie renouvelable, principalement en encourageant la production d'automobiles fonctionnant à l'éthanol.⁴⁶ L'impact de ces initiatives sur l'emploi des hommes et des femmes dépendra de la ségrégation professionnelle genrée.

Les données actuelles sur la ségrégation sectorielle montrent que les femmes sont nettement sous-représentées dans les nouveaux secteurs verts. En Amérique latine, par exemple, 72 % des femmes employées sont principalement concentrées dans les secteurs des services (42,1 %) et du commerce (29,9 %), avec une représentation particulièrement faible dans des domaines tels que l'électricité, le gaz, l'eau, la construction et les transports, contrairement aux hommes qui sont plus uniformément répartis dans différents secteurs économiques. Les études de simulation indiquent que si la ségrégation professionnelle actuelle persiste, les femmes pourraient être désavantagées quant à l'accès aux emplois créés par les initiatives de décarbonisation et d'emplois verts.⁴⁷

Ainsi, la transition vers de nouvelles technologies et industries exige un effort concerté pour offrir des formations et développer des compétences adaptées, en se concentrant particulièrement sur les besoins du marché du travail. Cette démarche doit aussi inclure la remise en cause des stéréotypes dominants qui limitent l'embauche des femmes dans ces secteurs. Le programme Working for Water en Afrique du Sud en est un bon exemple. Il a proposé des formations spécifiques pour les femmes et a favorisé le recrutement de travailleuses et de jeunes pour occuper les nouveaux postes créés.⁴⁸

⁴⁴ Le côté de la demande du marché du travail concerne les facteurs qui affectent la demande de travail du côté de l'employeur.

⁴⁵ Arora, D. et al. 2023

⁴⁶ OIT. 2023. *Global Employment Policy Review*. Genève : OIT.

⁴⁷ ILO & ECLAC. 2023. Les emplois verts, une opportunité pour les femmes en Amérique latine.

⁴⁸ PNUD. 2013. Green jobs for women and youth: What can local government do? (« Emplois verts pour les femmes et les jeunes : que peuvent faire les collectivités locales ? »)

RECOMMANDATIONS

UNE POLITIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE ÉQUITABLE POUR LES FEMMES

La multitude de données sur le genre et sur la libéralisation du commerce a ouvert la voie à l'intégration des questions de genre dans les politiques commerciales globales. Il y a une reconnaissance croissante des impacts différenciés du commerce sur les genres, tant à l'échelle nationale qu'internationale.⁴⁹ Cependant, des mesures plus spécifiques sont nécessaires pour établir une politique commerciale internationale qui prenne en compte l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces mesures aideraient à promouvoir l'accès des femmes aux ressources, leurs droits en matière d'emploi et leur participation aux décisions commerciales. Elles pourraient inclure :

- > la lutte contre les conditions de travail défavorables aux femmes dans les industries tournées vers l'exportation, en appliquant les lois nationales du travail et en les faisant respecter, tout en adaptant ces lois et pratiques pour répondre de manière adéquate aux besoins spécifiques des femmes ;
- > l'application des lois garantissant l'égalité des salaires et la mise en œuvre d'une législation efficace sur l'égalité des chances ;
- > le renforcement du pouvoir de négociation des travailleurs et des travailleuses, y compris par la réforme des règles internationales régissant le commerce et la mobilité des capitaux⁵⁰ ;
- > l'accroissement de la participation des femmes et des spécialistes du genre dans l'élaboration et la négociation des politiques commerciales, un effort qui devrait être soutenu tant au niveau national qu'international.

L'ABANDON DE L'AUSTÉRITÉ FISCALE ET LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES D'INVESTISSEMENT ET D'INFRASTRUCTURE SOCIALE

Le travail de soin représente une entrave majeure au potentiel d'emploi des femmes, agissant comme une contrainte à la fois sur l'offre et sur la demande de main-d'œuvre féminine. Les politiques visant à améliorer la prestation des soins peuvent impacter le marché du travail de deux manières : en augmentant le recrutement des femmes et en démantelant les stéréotypes de genre chez les employeurs, dissipant l'idée que les femmes sont moins investies ou nécessitent plus de flexibilité en raison de leurs responsabilités d'aidantes. Reconnaissant que le travail de soin contribue à former la main-d'œuvre future, il est crucial de soutenir ceux qui fournissent des soins non rémunérés, car leurs efforts sont essentiels pour le bon fonctionnement et la pérennité des processus économiques. Il est donc vital d'analyser les décisions en matière de politique fiscale selon une perspective de genre.

Après des années d'austérité et ses effets néfastes sur les inégalités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail et sur le bien-être des femmes, les économistes féministes ont plaidé en faveur de politiques fiscales expansionnistes axées sur l'investissement public. Ces politiques ne seront pas seulement efficaces pour réduire la charge de travail des femmes, mais elles contribueront également à stimuler la croissance économique à long terme en augmentant l'emploi féminin. Parmi les exemples spécifiques d'expansion de l'espace fiscal, on peut citer les investissements publics dans la protection sociale universelle, la transition vers un travail décent, la construction d'infrastructures sociales pour répondre aux déficits de soins, et la fourniture d'infrastructures de base et de services de transport pour les classes ouvrières.

⁴⁹ Banque mondiale. 2020. *Women and trade: Role of trade in promoting gender equality* (« Les femmes et le commerce : le rôle du commerce dans la promotion de l'égalité des sexes »). Washington D.C. : La Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

⁵⁰ Alors que de nombreux pays disposent de normes, de réglementations et de protections en matière de droits des travailleurs et travailleuses, les zones franches d'exportation (ZFE) sont exemptées de ces législations, ce qui rend plus difficile la protection dans les industries orientées vers l'exportation. Toute action de la part des travailleurs et des travailleuses pour exiger des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail est contrée par des usines qui menacent de fermer et de partir à la recherche d'une main-d'œuvre moins chère. La mobilité sans entrave des capitaux contribue à réduire leur pouvoir de négociation.

DES POLITIQUES SECTORIELLES

Compte tenu de persistance de la ségrégation de genre, il est impératif de mettre en œuvre des politiques sectorielles ciblées pour améliorer l'emploi des femmes et offrir une protection en période de crises économiques et naturelles. Par exemple, pendant la crise économique liée à la pandémie, des subventions publiques dans le secteur agricole ont particulièrement soutenu les femmes dans des pays comme l'Ouganda et l'Afrique du Sud, où elles occupent une place prépondérante dans ce secteur. Au Bangladesh et en Jamaïque, des subventions publiques destinées aux secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, majoritairement féminins, ont favorisé l'emploi des femmes durant la pandémie.⁵¹

En somme, la politique macroéconomique joue un rôle crucial dans la création d'un environnement propice à l'amélioration de la qualité et de la quantité des emplois disponibles. Comprendre et intégrer la dimension de genre dans la politique macroéconomique peut conduire à l'égalité entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Par conséquent, les politiques macroéconomiques doivent aller au-delà de l'objectif de croissance économique et promouvoir un développement inclusif, en se concentrant sur l'augmentation de la disponibilité des emplois avec des salaires décents, la capacité des personnes à combiner le travail rémunéré et non rémunéré, et en assurant une répartition équitable des opportunités de travail rémunéré et des responsabilités de travail non rémunéré entre hommes et femmes.

⁵¹ OIT. 2023. *Global Employment Policy Review*. Genève : OIT.